

LE TEMPS

opinions Lundi 07 avril 2014

L'économie africaine est en bonne santé, soit, mais où va l'argent?

Par Christine von Garnier

Christine von Garnier revient sur l'Africa CEO Forum qui s'est tenu en mars à Genève. Le PIB africain explose, bonne nouvelle, mais en même temps, rien ne change du côté du népotisme, de la corruption et de l'émigration, constate-t-elle

Un article intéressant du Temps (19.03.2014) expliquait récemment combien le secteur privé africain est en expansion. Ainsi, 300 entrepreneurs africains se sont réunis pour la deuxième fois à l'Africa CEO Forum à Genève. Quelle bonne nouvelle d'apprendre que la croissance du PIB africain est estimée à 6,5% pour 2014, juste derrière l'Asie! L'ennui, c'est qu'au même moment, plusieurs centaines de migrants africains réussissent régulièrement à passer les trois hautes clôtures de l'enclave espagnole de Melilla. Les images de la TV nous montrent des jeunes hébétés d'épuisement, mais aussi jubilant d'avoir atteint «le paradis» européen. On estime entre 17 000 à 20 000 migrants (en grande majorité africains) morts noyés ou dans le désert ces vingt dernières années... Et 2000 autres viennent d'être interceptés par la marine italienne.

Voici donc les deux faces du continent africain pourtant si prometteur. Qu'est-ce à dire? Qu'il a fallu presque soixante ans à la majorité des 54 pays africains ayant accédé à l'indépendance pour qu'une classe de brillants entrepreneurs s'inquiètent enfin d'investir eux-mêmes dans leur pays, à quelques exceptions près! Avant, il y a eu une très lente évolution économique, qui paraît, en gros, suivre le même parcours qu'ont suivi les Etats européens: des Louis XIV qui pillent leurs sujets ou s'enfuient avec leur magot comme Louis XVI, un «empereur» pathétique qui distribue ses diamants, des dictateurs qui saignent leurs peuples à blanc (Mobutu, Dos Santos et tant d'autres), des chefs d'Etat qui ont pourtant conquis de haute lutte leur liberté (Mugabe et d'autres) mais s'arrogent des droits divins avec l'aide d'une caste corrompue, notamment par certaines multinationales, ou qui partent en guerre pour piller les biens d'autres Etats (les précieuses ressources de l'est du Congo), etc. La formation professionnelle, au temps de leur jeunesse, n'était guère à l'ordre du jour... Quant à l'évasion fiscale ces deux dernières années, relève l'article du Temps, elle représenterait, avec 1200 à 1400 milliards de dollars, trois fois le montant de l'aide étrangère...

Le président de la Francophonie, Abdou Diouf, aussi ancien président du Sénégal, déclarait récemment devant de jeunes étudiants à Bruxelles qu'il ne se laissait pas impressionner par les statistiques de PIB, mais qu'il voulait plutôt savoir qu'elles étaient les sommes allouées à l'éducation, à la santé, à la formation professionnelle, à la culture. Voilà donc l'énorme gâchis de ces dernières décennies, dont on ne peut plus accuser la colonisation comme dans un rituel libérateur.

Et pourtant, le continent africain ne manque pas de grands sages soucieux du bien commun des peuples (à noter qu'il existe une Charte africaine des droits des peuples): Léopold Senghor (Sénégal), Julius Nyerere (Tanzanie), Nelson Mandela et tant d'autres hommes et femmes qui suscitent notre admiration. L'Afrique du Sud, encore illuminée par l'aura de Mandela, n'est pas épargnée par le

fétichisme de l'argent. Le président Jacob Zuma devra rembourser à l'Etat des sommes censées être allouées à sa sécurité, mais qui, en réalité, auraient servi à la construction d'une piscine, d'un amphithéâtre et autres fastes pour sa grande vie de famille à Nkandla (à l'est), ceci pour un montant de 16 millions de dollars, énorme pour ce pays. Un scandale qui tombe très mal pour l'African National Congress (ANC) à la veille d'élections, le 7 mai, pour le renouvellement du mandat présidentiel. Une grève a d'ailleurs été annoncée par le syndicat National Union of Mine Workers (Numsa) pour demander plus d'emplois et dénoncer la politique mise en œuvre par l'ANC, accusée de «subventionner les capitalistes avec l'argent des ouvriers». Il s'agit d'une loi (Employment Tax Incentive Act) qui prévoit des exemptions et des avantages fiscaux pour les entreprises qui embauchent, sans résoudre vraiment le chômage. Ce grand syndicat a invité ses membres (340 000) à ne pas voter pour l'ANC le 7 mai prochain. Il s'agit pourtant d'un scrutin hautement symbolique puisqu'il y a vingt ans que l'apartheid a pris fin et que l'ANC est au pouvoir. De plus, en ce qui concerne la formation professionnelle des jeunes, elle laisse beaucoup à désirer, comme en Namibie d'ailleurs. Comme si ces gouvernements avaient peur d'une jeunesse trop bien formée et qui coûterait plus cher.

Ainsi, après les Louis XIV, les tyrans, les dictateurs et autres chefs d'Etat et ministres corrompus, voici l'apparition de Marx sur la scène de la politique économique africaine, comme nous l'avons aussi expérimenté en Europe. Il faut espérer que les nouveaux entrepreneurs privés, comme d'ailleurs la nouvelle génération des cadres qui se décident à rentrer au pays, sauront stopper la funeste émigration de leurs jeunes et ne pas pratiquer un libéralisme pur et dur qui ne secrète que des injustices. A eux de se laisser inspirer par leurs grands sages et de favoriser l'émergence d'une société civile responsable.

LE TEMPS © 2014 Le Temps SA